



# Transnistrie, les attentes ambiguës d'un territoire pro-russe non reconnu

Michael Éric LAMBERT

Docteur en histoire des relations internationales, Sorbonne Université – INSEAD (Institut européen d'administration des affaires) et analyste renseignement pour l'agence Pinkerton à Dublin, Irlande.

La Transnistrie est un territoire situé entre l'Ukraine et la Moldavie, sans accès à la mer Noire, qui souhaite officiellement rejoindre la Fédération de Russie (référendum non reconnu du 17 septembre 2006 avec 98 % des voix en faveur du rattachement, 79 % de participation)<sup>(1)</sup>. Malgré la guerre en Ukraine et la présence permanente de 1 500 soldats russes sur place (Groupe opérationnel des forces russes en Transnistrie, *OGRF*) qui assurent le contrôle des entrepôts militaires qui abondent sur le territoire, la possibilité que la Transnistrie se lance dans une attaque contre ses voisins ukrainiens et moldaves reste peu vraisemblable. En effet, les troupes russes sur le terrain ne disposent que de peu d'équipements récents, d'aucun soutien aérien, et leur objectif initial est de maintenir le *statu quo* dans la région.

Par conséquent, les attaques survenues les 25 et 27 avril<sup>(2)</sup> et entre les 5 et 6 mai 2022<sup>(3)</sup> sur le sol transnistrien peuvent s'interpréter comme une volonté de donner plus de crédibilité à une reconnaissance spontanée du territoire par Moscou, voire à justifier la mise en place d'un nouveau référendum pour un rattachement à la Fédération de Russie, à l'instar de ce qui a été fait en Crimée le 16 mars 2014. L'argument du rattachement (annexion au regard du droit international) et ce, pour offrir plus de sécurité aux Transnistriens est bien nécessaire car, comme nous le montrerons, bien qu'officiellement pro-russe, les avis divergent sur un ancrage réel du territoire.

(1) « Pridnestrovian media published a video of the shelling of the MGB building in Tiraspol », *NewsMaker*, 27 avril 2022 (<https://newsmaker.md/>).

(2) « Foreign weapons used in terrorist attacks on Transnistria—unrecognized republic's head », *TASS*, 6 mai 2022 (<https://tass.com/world/1448091>).

(3) Database and Search Engine for Direct Democracy, *Transnistrische Moldawische Republik (Moldawien)*, 17 septembre 2006: *Verzicht auf Unabhängigkeit*, 2006 (<https://www.sudd.ch/event.php?lang=en&cid=md022006>).

KOSIENKOWSKI Marcin, « The 2006 Sovereignty Referendum in Transnistria: A Device for Electoral Advantage », *Ethnopolitique*, 19 juillet 2021.



Cet article résume les éléments essentiels pour comprendre la politique transnistrienne au niveau local et international, afin de tenter d'expliquer sa complexité et de dépasser la réduction narrative selon laquelle ce territoire est pro-russe et sans attentes plus spécifiques.

## La politique internationale de la Transnistrie

Au niveau international, il convient de rappeler que la Transnistrie est un État non reconnu depuis son émergence en 1992. À ce titre, la Russie, elle-même, a refusé de reconnaître la Transnistrie à plusieurs reprises et ce, contrairement aux autres territoires d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud (Géorgie), et plus récemment des deux républiques du Donbass (Donetsk et Lougansk). Pour expliquer cette absence de reconnaissance de la part de la Russie, on peut citer le manque d'intérêt stratégique de la Transnistrie pour le Kremlin, du moins jusqu'au déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022 <sup>(4)</sup>.

Au demeurant, la politique de reconnaissance diplomatique du Kremlin suit une logique d'escalade. Par exemple, la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud est survenue en réponse à la reconnaissance diplomatique du Kosovo par certains pays occidentaux (États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie) en 2008, l'annexion de la Crimée en 2014 est également une réponse aux événements de la place Maïdan <sup>(5)</sup>, et la reconnaissance diplomatique des deux républiques du Donbass en 2022 pour accroître les tensions au moment de la guerre en Ukraine et ainsi la justifier.

Jusqu'à février 2022, la Russie n'avait *a priori* aucun intérêt à modifier le *statu quo* transnistrien, ce qu'elle souhaite désormais accomplir afin de déstabiliser la Moldavie qui se rapproche de l'Union européenne <sup>(6)</sup>, tout en exerçant des tensions supplémentaires sur l'Ukraine. Quoique non reconnue par le reste du monde, cela ne signifie pas que la Transnistrie n'a pas de relations avec le monde extérieur. Ainsi, elle entretient des rapports étroits avec des États eux-mêmes non reconnus <sup>(7)</sup> (Nagorno-Karabakh) et partiellement reconnus (Abkhazie et Ossétie du Sud).

Si la Transnistrie n'a pas les moyens de développer une politique de reconnaissance internationale, elle dispose d'une influence considérable dans

<sup>(4)</sup> PELLISTRANDI Jérôme, « Éditorial », *Revue Défense Nationale*, n° 848, mars 2022, p. 1-2.

<sup>(5)</sup> FISCHER Sabine, « Opposing Interests and Narratives, Difficult Peace Process », *SWP Research Paper*, 17 avril 2019, p. 1-2 (<https://www.swp-berlin.org/en/publication/the-donbas-conflict>).

<sup>(6)</sup> FOY Henry et REED John, « Russia planning operations to destabilise pro-EU Moldova, officials warn », *Financial Times*, 27 avril 2022 (<https://www.ft.com/content/92a0dbc3-c8b2-474e-a09a-07293bea7829>).

EUROPEAN COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION, *EU relations with the Republic of Moldova*, juillet 2022 (<https://www.consilium.europa.eu/en/policies/eastern-partnership/moldova/>).

<sup>(7)</sup> LAMBERT Michael Éric, « Stratégies du *Smart Power* russe dans les États non-reconnus par la communauté internationale » (Tribune n° 1073), *RDN*, 15 février 2019, 5 pages.

l'univers des États non reconnus. Dans ce contexte, les autorités à Tiraspol, capitale de la Transnistrie, reconnaissent les régions d'Abkhazie, d'Ossétie du Sud et du Nagorno-Karabakh, mais refusent de reconnaître le Kosovo et Taïwan (pro-occidentaux) ainsi que d'autres territoires comme la Palestine ou le Somaliland. La Transnistrie participe ainsi à la synergie du Kremlin dans la sphère informelle des États non reconnus.

Quant à la relation de la Transnistrie aux autres pays, le territoire est ouvert aux touristes de toutes origines et la *de facto* frontière est facile à franchir pour les Ukrainiens comme pour les Moldaves, ce qui constitue une différence majeure si on la compare à la dynamique entre la Géorgie et l'Abkhazie/Ossétie du Sud dans le Caucase du Sud, où les tensions sont permanentes. Au contraire, la relation entre la Transnistrie et ses deux voisins est souple, avec des échanges journaliers <sup>(8)</sup>, ce qui atteste de la dynamique singulière de ce territoire qui ne cherche pas à se couper du reste du monde.

Pour autant, il faut ajouter que cette ouverture a été amoindrie par la crise de la Covid-19, moment où les autorités moldaves et transnistriennes ont bridé la liberté de circulation des habitants des deux côtés. Le 27 avril 2022, ce sont deux attaques sur le territoire de la Transnistrie, dont les origines demeurent inconnues à ce jour, qui ont de nouveau mis un terme à la liberté de mouvement et ont poussé les autorités locales à fermer les *de facto* frontières.

Pour la Russie, ces attaques sont l'occasion de relancer le débat sur la reconnaissance diplomatique du territoire. Cela encourage les habitants de Transnistrie à se rapprocher de Moscou pour assurer leur défense, alors que le *statu quo* convenait à beaucoup d'entre eux.

## La politique intérieure de la Transnistrie

Bien que souvent présentée comme pro-russe, cette approche de la Transnistrie comme une dépendance de la Russie est réductrice, prenant en compte les attentes de la Russie mais plus rarement celles des habitants. En effet, si pour le Kremlin la Transnistrie est un outil de projection de la puissance russe, les habitants et les élites de Transnistrie ont leurs propres aspirations, souhaitant certes une reconnaissance diplomatique et un possible rattachement au sein de la Russie, mais sous condition d'obtenir une autonomie substantielle.

Les Transnistriens partagent des similitudes avec l'exclave de Kaliningrad, qui se considère comme russe, mais européenne en raison de son histoire et de sa proximité avec l'Allemagne et la Pologne. Il semble dès lors pertinent de rappeler

<sup>(8)</sup> « Rules and Recommendations », Transnistrian Tour, juillet 2022 (<https://transnistria-tour.com/en/rules-and-tips>).

« Moldova: Separatist Transnistria Region Reorienting Trade from Russia to EU », *Eurasianet*, 4 mai 2016 (<https://eurasianet.org/moldova-separatist-transnistria-region-reorienting-trade-from-russia-to-eu>).



que la Transnistrie s'est toujours affichée comme le dernier bastion de l'Union soviétique plutôt que comme un avant-poste russe. Sur le plan culturel, le territoire reste attaché aux idéaux soviétiques d'égalité entre les peuples (le *melting-pot* soviétique), d'un système économique socialiste, d'une éducation gratuite et accessible à tous, et d'égalité entre tous les citoyens <sup>(9)</sup>. En bref, la Transnistrie partage peu avec la mentalité russe contemporaine qui est plus libérale et capitaliste.

Cette singularité identitaire explique l'attachement au drapeau du territoire, avec le marteau et la faucille, et le fait que la région possède sa propre monnaie, le rouble transnistrien plutôt que le rouble russe. Symbole de cet attachement au monde soviétique plutôt qu'au monde russe, les documents émis pendant l'époque soviétique, notamment le passeport, sont toujours reconnus au sein de l'administration plus de trois décennies après la chute du communisme.

Un autre élément qui engendre une appréhension sur le rattachement à la Russie, le fait que l'économie transnistrienne est davantage orientée vers le reste de l'Europe que vers la Russie, avec plus de 70 % des exportations, notamment dans la métallurgie (Moldova Steel Works), le textile (Tirotext) et les spiritueux (Kvint), à destination de l'UE, l'Ukraine et la Moldavie <sup>(10)</sup>.

Par ailleurs, les élites de Transnistrie, bien que favorables à un rattachement à la Russie, ne le sont que partiellement car elles contrôlent les principales entreprises du territoire, ce qui explique l'importance des récentes attaques pour influencer l'opinion publique mais aussi les dirigeants. Si le rattachement venait à se produire, les élites transnistriennes perdraient leur situation de monopole économique et subiraient la pression de leurs concurrents russes dans les secteurs des stations-service, des supermarchés et des alcools, pour ne citer que trois monopoles emblématiques. En outre, une adhésion à la Russie couperait les habitants du reste de la Moldavie et de l'Ukraine, les enfermant dans un territoire comme à Kaliningrad mais sans avoir accès à la mer Noire. Cela mettrait également un terme au commerce illégal de volailles, de cigarettes et autres marchandises de contrebande, lucratif pour les élites.

Pour toutes ces raisons, les dirigeants de Transnistrie ont joué, jusqu'à présent, la carte d'un territoire pro-russe afin d'avoir le soutien militaire et économique de Moscou, mais l'annexion dans les faits n'est pas une perspective qui motive un grand nombre d'entre eux. Pour exemple, l'actuel *de facto* président de la Transnistrie, Vadim Krasnosselski, se présente comme un monarchiste constitutionnel pro-russe, mais son prédécesseur, Evgueni Chevtchouk, était de souche ukrainienne et ne bénéficiait pas du soutien du Kremlin au moment des élections. Il était même présenté comme un technocrate, social-démocrate à la vision

<sup>(9)</sup> DANTEC Valentin, « Beyond the Communist Appearance: Transnistria », *My Country? Europe*, 21 juillet 2020 (<https://mycountryeurope.com/politics/beyond-the-communist-appearance-transnistria/>).

<sup>(10)</sup> *BNE Intellinews*, « EU now top destination for Transnistria's fast-growing exports », 17 avril 2018 (<https://www.intellinews.com/eu-now-top-destination-for-transnistria-s-fast-growing-exports-140111/>).

européenne, et un « homme aux convictions démocratiques profondes <sup>(11)</sup> », ce qui n'était pas dans les intérêts du Kremlin.

Ces divergences d'opinions sont encore plus conséquentes entre zones rurales et urbaines car la Transnistrie est ethniquement composée de 29 % de Russes, 28 % de Moldaves et 22,4 % d'Ukrainiens <sup>(12)</sup>, les Russes se trouvant principalement dans les grandes villes et supportant l'annexion à la Russie davantage que les autres minorités. Pour les minorités moldaves et ukrainiennes, la possibilité d'un rattachement au sein de l'Union européenne, ou même de la Moldavie ou de l'Ukraine (avant la guerre), n'est pas rejetée. En effet, ces derniers ont peu à gagner d'une annexion par la Russie, car elle les couperait de leur pays d'origine et de leur famille, et elle mettrait fin à l'idéal du *melting-pot* soviétique, aux nombreuses aides sociales du gouvernement, et à l'interruption du trilinguisme qui est actuellement la norme dans la région.

Pour toutes ces raisons, la Transnistrie et les Transnistriens semblent plus favorables à la création d'un pays à part entière <sup>(13)</sup>. Cette dernière perspective garantirait également la liberté de mouvement des habitants, ce qui est le plus problématique dans les enclaves et exclaves.

Par ailleurs, la Transnistrie se distingue de la Russie en termes de mentalité politique, notamment en ce qui concerne la présence des femmes dans la société, héritage direct de la période soviétique. Le gouvernement actuel de Transnistrie comprend 8 femmes et 6 hommes. Tatiana Turanskaya occupait la fonction de Première ministre jusqu'au 30 mai 2022, et 3 vice-Premiers ministres sur 4 sont des femmes (Natalia Nikiforova, Nina Shtanski et Maija Parnas). Elles sont largement présentes dans l'administration présidentielle de Transnistrie : la cheffe de l'administration (Nadezhda Baranova) et les 5 conseillers présidentiels (Alyona Klyus, Nadezhda Zablotskaya, Natalia Garbar, Anna Yanchuk et Galina Sandutsa) sont également toutes des femmes.

En résumé, la politique interne de la Transnistrie semble partager davantage avec l'ancienne Union soviétique qu'avec la Russie contemporaine, et si la religion orthodoxe et la langue russe rapprochent les deux entités, la volonté de faire partie de la Russie est beaucoup plus ambiguë, même si elle l'est moins sous Vadim Krasnosselski qu'elle ne l'était sous Evgueni Chevtchouk.

<sup>(11)</sup> Academic Dictionaries and Encyclopedias, « Yevgeni Shevchuk », 2010 (<https://en-academic.com/dic.nsf/enwiki/2114087>).

<sup>(12)</sup> OSIPOV Alexander et VASILEVICH Hanna, « The Stability of Multiethnic Transnistria: Preconditions and Reasons », *International Centre for Ethnic and Linguistic Diversity Studies*, 11 décembre 2017 (<https://www.icelds.org/2017/12/11/the-stability-of-multiethnic-transnistria-preconditions-and-reasons/>).

<sup>(13)</sup> COJOCARU Natalia, « Nationalism and Identity in Transnistria », *Innovation : The European Journal of Social Science Research*, décembre 2006 (<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13511610601029813?journalCode=ciej20>).



## Le point de vue des forces armées

D'un point de vue militaire, il faut rappeler que deux entités distinctes coexistent en Transnistrie : les troupes russes de maintien de la paix et les forces armées de Transnistrie.

Les premières sont composées de 1 500 hommes et, bien qu'elles aient attiré l'attention des médias depuis le début de la guerre en Ukraine, ne disposent pas des moyens pour mener une intervention militaire. En tant que telles, ces troupes jouent un rôle défensif et peuvent uniquement résister à une attaque moldave, ayant jusqu'à récemment exclu la possibilité d'entrer en conflit avec l'Ukraine, pour la simple raison que les Ukrainiens n'ont aucune ambition territoriale sur cette région.

Pour les forces armées russes sur place, la présence en Transnistrie vise essentiellement à garder le matériel soviétique dans les entrepôts qui abondent dans cette région, le plus célèbre étant celui de Cobasna (situé au nord, à 2 km de la frontière ukrainienne), qui contient jusqu'à 22 000 tonnes d'armes de l'ère soviétique provenant de la 14<sup>e</sup> Armée de la Garde de l'URSS, ainsi que des anciens États de Tchécoslovaquie et d'Allemagne de l'Est. <sup>(14)</sup> »

À cet égard, les troupes russes ont été utiles tant pour les Russes que pour les Occidentaux et si elles se retiraient, le gouvernement local serait en charge des entrepôts, et on ne sait pas ce qu'il adviendrait du matériel.

Pour le reste, la présence des troupes russes entraîne des divergences dans la région. Ainsi, le 27 juin 2016, le gouvernement de Transnistrie a adopté une nouvelle loi qui pénalise toute action ou déclaration publique critiquant l'*OGRF*. La peine encourue pour ce crime est de 3 à 7 ans de prison. La présence russe est appréciée par le gouvernement et la population de Transnistrie, car elle offre une protection supplémentaire contre les Moldaves et maintenant les Ukrainiens. Cependant, le fait que la Russie contrôle les entrepôts est une contrainte pour Tiraspol, qui souhaite en disposer à la fois pour équiper ses propres troupes et pour vendre les équipements au plus offrant.

En ce qui concerne les forces armées de Transnistrie, elles sont acquises à Moscou. En effet, bien que désireuse de protéger son territoire, l'armée transnistrienne tend elle-même à être totalement interopérable avec les troupes russes. De nombreux soldats transnistriens, qui ont souvent un passeport russe, doivent effectuer leur service militaire obligatoire en Russie. L'actuel président *de facto* de la Transnistrie, Vadim Krasnosselski, a tenté de donner plus d'autonomie à la pensée

<sup>(14)</sup> CIOCHINA Simion et SCHWARTZ Robert, « Transnistria's explosive inheritance from the Soviet era », *Deutsche Welle*, décembre 2015 (<https://www.dw.com/en/transnistrias-explosive-inheritance-from-the-soviet-era/a-18886862>).

stratégique transnistrienne, avec l'ouverture de l'École militaire Souvorov de Tiraspol, en septembre 2017 <sup>(15)</sup>.

Dans ce contexte, c'est sans ambiguïté que les soldats de Transnistrie souhaitent leur intégration en Russie, tant pour voir une augmentation de leur solde, que pour disposer des nouveaux équipements russes, les leurs datant de l'ère soviétique. De plus, pour les troupes de Transnistrie, un rattachement au sein de la Russie signifierait le retour d'une force aérienne quasi absente à ce jour, faute de moyens pour l'entretenir.

\*

\*\*

En définitive, la Transnistrie semble plus attachée à l'URSS qu'à la Russie, et n'aurait que peu d'intérêt à être rattachée/annexée. Cependant, la survie de la région repose sur le support militaire du Kremlin, ce qui en fait une région qui aligne sa politique sur celle de Moscou.

Bien qu'il y ait eu des tentatives visant à manifester sa singularité, notamment avec l'élection du président Evgueni Chevtchouk (2011-2016), la situation économique et la dépendance militaire ne le permettent pas. Tous ces éléments posent des questions sur l'avenir de la région, car elle ne semble pas appartenir au monde russe, pas plus qu'au monde moldave. La Transnistrie constitue dès lors une sorte de relique du passé soviétique, ce qui explique pourquoi son développement sera complexe tant au sein de la Russie qu'au sein de la Moldavie, si cela venait à se produire.

---

<sup>(15)</sup> Tiraspol Suvorov Military School website, « About the School », 2017 (<http://www.tsvu.idknet.com/index.php/informatsiya-dlya-roditelej>).



### Éléments de bibliographie

BABAN Inessa, « The Transnistrian Conflict in the Context of the Ukrainian Crisis », *Research Paper* n° 122, Collège de Défense de l'Otan, 2015, 12 pages (<https://www.ndc.nato.int/news/news.php?icode=881>).

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY (CIA), World Factbook, *Moldova*, 2022 (<https://www.cia.gov/>).

CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE, *Moldova: An Overview*, 2021 (<https://sgp.fas.org/crs/row/IF10894.pdf>).

KLEIN Margarete, *Russlands Militärpolitik im postsowjetischen Raum: Ziele, Instrumente und Perspektiven*, SWP-Studie, 2018, 46 pages ([https://www.swp-berlin.org/publications/products/studien/2018S19\\_kle.pdf](https://www.swp-berlin.org/publications/products/studien/2018S19_kle.pdf)).

KLIMENKO Ekaterina, « Protected Armed Conflicts in the Post-Soviet Space and their Impact on Black Sea Security », *SIPRI Insights on Peace and Security*, n° 2018/8, 28 pages (<https://www.sipri.org/>).

LAMBERT Michael Éric, « Stratégies de mise en place des *Soft Power* européen et russe en Moldavie après la guerre froide », *Études de l'Irsem*, n° 40, 2015, Institut de recherche stratégique de l'École militaire, 94 pages ([https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/826/Etude\\_IRSEM\\_n40.pdf](https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/826/Etude_IRSEM_n40.pdf)).

PARENTIER Florent, « La Transnistrie : politique de légitimation d'un État *de facto* », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1061, mars 2007, p. 69-75 (<https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2007-3-page-69.htm>).

ZOGG Benno, « Zwischen Ost und West/Die Schweiz und die Ukraine, Belarus und Moldawien », *Bulletin 2018 zur Schweizerischen Sicherheitspolitik*, p. 31-55 (<https://css.ethz.ch/>).

### Ressources en ligne

Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne de Moldavie (<https://mfa.gov.md/en>).

Ministère de la Défense moldave (<https://www.army.md/?lng=3>).

Gouvernement de Transnistrie (<http://gov-pmr.org>).

Ministère des Affaires étrangères de Transnistrie (<https://mfa-pmr.org/en>).

Ministère de la Défense de Transnistrie (<http://www.mopmr.gospmr.org>).

Tiraspol Suvorov Military School (<http://www.tsvu.idknet.com>).

Alexander Lebed Military Institute of the Ministry of Defense (<http://militar.spsu.ru>).

Groupe Sheriff (<http://sheriff.md/en/>).